

Au lieu d'agir comme à son habitude en prophète de malheur, il devrait se rappeler que c'est la force même de notre relance économique qui a permis à la Banque du Canada d'atténuer ainsi les fluctuations du dollar canadien et des taux d'intérêt chez nous. C'est encore cette force-là qui fait que bien des fois les taux d'intérêt chez nous ne dépassent pas les taux d'intérêt aux États, et qu'ils sont parfois moins élevés. Le député ne devrait pas perdre de vue que notre économie et notre relance sont vigoureuses.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, j'ai posé deux questions sérieuses concernant l'avenir de notre pays et de chacun de ses habitants, mais je n'ai obtenu que des raisonnements spécieux de la part du ministre d'État aux Finances. Il n'y a pas en ce moment de forte reprise. Notre dollar chute. Notre pays et notre économie sont en danger.

Je vais poser une dernière question supplémentaire au ministre pour qu'il tâche de répondre sans nous resservir sa vieille rengaine sur les taux d'intérêt américains. Nos réserves en numéraire sont aujourd'hui minuscules. Nos emprunts contractés à l'étranger s'élèvent à environ 130 milliards. Nos réserves en devises étrangères, à cause de tous nos emprunts, ne s'élèvent plus qu'à 3.67 milliards de dollars. L'assiette des capitaux de notre pays s'amenuise. C'est le gouvernement qui est responsable de ces problèmes. Il était au pouvoir durant les quatre années où ils se sont aggravés. Que va-t-il faire pour y remédier? Quel programme va-t-il mettre en œuvre pour enrayer cette pourriture avant qu'elle ne se répande davantage et que plus personne ne puisse l'arrêter?

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État aux Finances): Monsieur le Président, plus le député parle plus il s'empporte. Le fait est que, en ce moment la reprise économique au Canada est importante. Comme le député le sait sans doute, la croissance économique a atteint environ 7 p. 100 au dernier trimestre de 1983. Elle a cependant un peu ralenti au cours des deux premiers trimestres de cette année comme nous nous y attendions parfaitement et comme nous l'avions prédit à maintes reprises. Il fallait s'y attendre. Nous avons maintenant un rythme de croissance plus soutenu, comme le sait le député.

Quant aux taux d'intérêt au Canada, le député sait parfaitement bien qu'ils dépendent des fluctuations des taux d'intérêt chez nos voisins du Sud. Le député dit des sottises quand il soutient que l'économie canadienne est en péril et que c'est ce qui provoque l'augmentation des taux d'intérêt chez nous. Il dit des absurdités, et il le sait.

Le fait est que les taux d'intérêt au Canada fluctuent en grande partie en fonction des taux d'intérêt aux États-Unis. Il n'en demeure pas moins que grâce à la reprise économique dont profitent tous les Canadiens et grâce à nos efforts fructueux pour réduire le taux d'inflation au Canada, nous avons réussi à accroître notre productivité et notre compétitivité et partant, non seulement nos exportations ont atteint des

niveaux sans précédent, mais nous avons réussi à maintenir des taux d'intérêt qui sont comparables et dans certains cas inférieurs à ceux des États-Unis.

LE TAUX DE CHÔMAGE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. Je veux citer un passage du dernier rapport de Statistique Canada selon lequel la reprise s'amorce lentement:

... la reprise des placements d'entreprise dans l'équipement et le matériel, qui se fait normalement sentir au cours de la deuxième année de croissance, n'apparaît pas dans les prévisions préliminaires de l'étude des placements privés et publics au Canada.

Des placements d'entreprise considérables créent automatiquement des emplois. Étant donné que l'investissement aux États-Unis atteint un niveau record, comme le démontre clairement leur taux de chômage qui élève à 7.8 p. 100, contre 11.4 p. 100 dans notre pays, le ministre peut-il nous donner une raison valable pour laquelle, compte tenu des taux d'intérêt élevés, le grave chômage qui sévit au Canada ne continuerait pas d'empirer?

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député sait très bien que le chômage au Canada dépend en partie du nombre de travailleurs qui se joignent à la population active. La population active au Canada s'accroît à un rythme plus rapide au Canada qu'aux États-Unis depuis un certain nombre d'années et, en fait, que dans la plupart des pays industrialisés. Il demeure qu'un plus grand nombre de gens se joignent à la population active.

En ce qui a trait au secteur privé, le député devrait savoir que les profits des entreprises ont augmenté sensiblement l'an dernier. Les sociétés ont beaucoup plus de liquidités à leur disposition. Elles font une meilleure utilisation de leur capacité de production. Nul doute que des investissements accrus dans l'équipement au Canada auront des conséquences favorables au cours de l'année et se traduiront par des emplois.

M. Wilson: Monsieur le Président, les ministres ont décidé ment la manie de tout voir en rose et de faire fi de la réalité.

LE PROGRAMME D'EXPANSION INDUSTRIELLE ET RÉGIONALE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je vais poser une question supplémentaire au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le ministre sait sans doute que le ministre qui coordonne la politique économique du gouvernement, le ministre d'État chargé du Développement économique et régional, a dit récemment, dans le cadre de la course à la direction du parti, que le programme d'expansion industrielle et régionale ne réussit vraiment pas à créer des emplois. Le ministre partage-t-il cet avis? Convient-il que ce programme devrait être modifié et remplacé complètement ou en partie par des réductions d'impôt ou des stimulants fiscaux destinés expressément à créer les nouveaux emplois dont nous avons désespérément besoin, alors que le Canada compte 1.5 million de sans-emploi à l'heure actuelle?